# LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE POUR L'AFRIQUE: UN DÉFI À PORTÉE DE MAIN

**Janvier 2008**

Cette publication reprend les documents issus du Forum Mondial pour la Souveraineté Alimentaire, “Nyéléni 2007” (Mali, du 23 au 27 février 2007), ainsi que les résultats de conférences tenues au même endroit, en Novembre-Décembre 2007.

# DECLARATION DE NYÉLÉNI

27 février 2007

Village de Nyéléni, Sélingué, Mali

Nous, plus de 500 représentants de plus de 80 pays, d'organisations de paysans, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de peuples sans terre, de travailleurs ruraux, de migrants, d'éleveurs nomades, de communautés habitant les forêts, de femmes, de jeunes, de consommateurs, de mouvements écologistes et urbains, nous sommes réunis dans le village de Nyéléni à Sélingué, au Mali, afin de renforcer le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire. Nous le faisons brique par brique, en vivant dans des cases construites à la main dans le respect de la tradition locale et en consommant des aliments produits et préparés par la communauté de Sélingué...Nous avons baptisé notre démarche collective « Nyéléni », en hommage à une paysanne malienne légendaire qui nous a inspirés, une femme qui a remarquablement cultivé les terres et nourri les siens.

La plupart d'entre nous sommes producteurs et productrices alimentaires et sommes prêts, capables et désireux de nourrir les peuples du monde. Notre patrimoine en tant que producteurs alimentaires est crucial pour l'avenir de l'humanité. Cela vaut particulièrement pour les femmes et les peuples indigènes, créateurs historiques de savoirs alimentaires et agricoles, qui sont sous-estimés.
Cependant, ce patrimoine et nos capacités à produire des aliments sains, de qualité et en abondance se voient menacés, sapés par le néolibéralisme et le capitalisme mondial. La souveraineté alimentaire nous donne l'espoir et le pouvoir de préserver, de récupérer et développer notre savoir et capacité de production alimentaire.

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au coeur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantisse un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalités entres les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.
À Nyéléni, lors des multiples débats et échanges, nous approfondissons notre compréhension collective de la souveraineté alimentaire et avons pris conscience de la réalité des luttes de nos mouvements respectifs pour conserver leur autonomie et recouvrer leurs pouvoirs. Nous connaissons désormais mieux les instruments nécessaires pour bâtir notre mouvement et promouvoir notre vision collective.

## Pour quoi nous battons-nous ?

### Un monde où ...

...où tous les peuples, nations et états puissent définir leurs propres systèmes et politiques de production alimentaire, garantissant à chacun d'entre nous une alimentation de qualité, appropriée, abordable, saine et respectueuse de la culture ;
...où le rôle et les droits des femmes dans la production alimentaire ainsi que la représentation des femmes au sein de tous les organes directeurs soient reconnus et respectés ;
...où tous les peuples de tous nos pays puissent vivre dignement, obtenir une rémunération décente pour leur labeur et aient la possibilité de rester chez eux ;
... où la souveraineté alimentaire est considérée comme un droit humain fondamental, reconnu et respecté par les communautés, les peuples, les États et les organismes internationaux ;
...où nous puissions préserver et réhabiliter les milieux ruraux, les réserves halieutiques, le paysage et les traditions alimentaires reposant sur une gestion durable et respectueuse de l'environnement, des terres, sols, eaux, mers, semences, bétail et autre biodiversité ;
...où nous reconnaissons, apprécions à sa juste valeur et respectons notre diversité de savoirs, d'aliments, de langues et de cultures traditionnels et la façon dont nous nous organisons et faisons entendre notre voix ;
...où existe une véritable réforme agraire intégrale qui garantisse aux paysans tous les droits sur leurs terres, qui défende et récupère les territoires des peuples autochtones, assure aux communautés de pêcheurs l'accès et le contrôle de leurs zones de pêche et écosystèmes, honore l'accès et le contrôle des pâturages et des voies migratoires, garantisse un travail décent pour une rémunération juste ainsi que les droits de tous les travailleurs et un avenir à la jeunesse dans les campagnes;
...où la réforme agraire revitalise l'interdépendance entre producteurs et consommateurs, assure la survie de la communauté, la justice économique et sociale, la pérennité écologique et le respect pour l'autonomie et la gouvernance locales, avec des droits égaux entre les hommes et les femmes ;
...où le droit au territoire et à l'autodétermination des peuples est garanti.

...où nous partageons pacifiquement et équitablement nos territoires entre nos peuples, que nous soyons paysans, communautés autochtones, pêcheurs traditionnels, pastoralistes, etc.
...où, dans le cas de catastrophes naturelles et provoquées par l'homme et de situations post conflit, la souveraineté alimentaire soit une « assurance » qui renforce les initiatives de reconstruction locale et atténue les répercussions négatives. Où nous gardons à l'esprit que les communautés touchées ne sont pas désespérées et où les organisations locales et fortes d'aide à l'entraide sont au coeur de la reconstruction.
...où le pouvoir des peuples à prendre des décisions relatives à leurs patrimoines matériels, naturels et spirituels soit défendu.
... où tous les peuples aient le droit de défendre leurs territoires contre les actions des entreprises transnationales.

## Contre quoi nous battons-nous ?

L'impérialisme, le néolibéralisme, le néocolonialisme et le patriarcat ainsi que tous les systèmes qui appauvrissent la vie, les ressources et les écosystèmes mais aussi leurs promoteurs, tels que les institutions financières internationales, l'Organisation Mondiale du Commerce, les accords de libre échange, les multinationales et les gouvernements ennemis des peuples.

Le dumping d'aliments à des prix inférieurs aux coûts de production dans l'économie mondiale.

La domination de nos systèmes alimentaires et agricoles par les multinationales qui font prévaloir les profits sur les peuples, la santé et l'environnement.

Les technologies et les pratiques qui minent nos capacités futures de production alimentaire, nuisent à l'environnement et mettent en péril notre santé. Entendons par là les cultures et les animaux transgéniques, la technologie terminator, l'aquaculture industrielle et les pratiques halieutiques destructives, la soi-disant révolution blanche des pratiques laitières industrielles, l'« ancienne » et la « nouvelle » révolution verte et les « déserts verts » des monocultures industrielles d'agrocarburants et autres plantations.

La privatisation et marchandisation des aliments, des services publics et de base, du savoir, de la terre, de l'eau, des semences, du bétail et de notre patrimoine naturel.

Les modèles et projets de développement et l'industrie d'extraction qui déplacent les peuples et détruisent l'environnement et notre patrimoine naturel.

Les guerres, les conflits, les occupations, les embargos économiques, les famines, les déplacements forcés des peuples et la confiscation de leurs terres, ainsi que toutes les forces et gouvernements qui en sont à l'origine et les appuient ; les programmes de reconstruction a la suite de conflits et de catastrophes naturelles qui détruisent nos environnements et nos capacités.

La criminalisation de tous ceux qui luttent pour protéger et défendre nos droits.

L'aide alimentaire qui cache le dumping, introduit des OGM dans notre environnement et systèmes alimentaires locaux et crée un nouveau colonialisme.

L'internationalisation et mondialisation des valeurs paternalistes et patriarcales marginalisant les femmes, les diverses communautés agricoles, autochtones, pastorales et de pêcheurs dans le monde.

## Que pouvons-nous faire ?

Tout en travaillant avec la communauté locale a Sélingué pour créer un espace de rencontre a Nyéléni, nous nous engageons a développer notre mouvement collectif pour la souveraineté alimentaire en passant des alliances, en appuyant nos luttes respectives et en offrant notre solidarité, forces et créativité aux peuples du monde entier qui luttent pour la souveraineté alimentaire. Toute lutte, en tout lieu du monde, pour la souveraineté alimentaire, est notre lutte.

Nous avons abouti à plusieurs actions collectives afin de partager notre vision de la souveraineté alimentaire avec tous les peuples de cette terre, actions qui sont reprises dans notre document de synthèse. Nous mettrons ces actions en oeuvre localement et dans nos régions respectives, au sein de nos mouvements et conjointement avec les autres, de façon solidaire. Nous partagerons notre vision et plan d'action pour la souveraineté alimentaire avec ceux qui ne peuvent être ici avec nous a Nyéléni, de sorte que l'esprit de Nyéléni se répande dans le monde et devienne la force puissante qui fera de la souveraineté alimentaire une réalité pour tous les peuples du monde.

Enfin, nous apportons notre soutien inconditionnel et inébranlable aux mouvements paysans du Mali et au ROPPA pour répondre à leur souhait que la souveraineté alimentaire devienne une réalité au Mali et par extension dans toute l'Afrique

**L'heure de la souveraineté alimentaire est venue !**

# DÉCLARATION DES FEMMES POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Nous femmes en provenance de plus de 86 pays, de divers peuples autochtones, d'Afrique, des Amériques, d'Europe, d'Asie, d'Océanie et de divers secteurs et mouvements sociaux sommes réunies à Sélingué (Mali) dans le cadre de Nyéléni 2007 pour participer à la construction d'un nouveau droit : le droit à la souveraineté alimentaire. Nous réaffirmons notre volonté d'agir pour changer le monde capitaliste et patriarcal qui priorise les intérêts du marché avant le droit des personnes.

Les femmes, créatrices historiques des connaissances en agriculture et en alimentation, qui continuent de produire jusqu'à 80% des aliments dans les pays les plus pauvres et qui sont aujourd'hui les principales gardiennes de la biodiversité et des semences fermières, sont particulièrement affectées par les politiques néolibérales et sexistes.

Nous subissons les conséquences dramatiques de ces politiques : pauvreté, insuffisance de l'accès aux ressources, brevets sur le vivant, exode rural et migration forcée, guerre et toutes les formes de violences physiques et sexuelles. Les monocultures, dont celles consacrées aux agro combustibles, ainsi que l'utilisation massive de produits chimiques et d'organismes génétiquement modifiés ont des effets négatifs sur l'environnement et sur la santé humaine, notamment sur la santé reproductive.

Le modèle industriel et les transnationales menacent l'existence de l'agriculture paysanne, de la pêche artisanale, du pastoralisme, ainsi que de la production artisanale et du petit commerce des aliments en milieu urbain et rural, secteurs où les femmes jouent un rôle important.

Nous voulons voir l'alimentation et l'agriculture sortir de l'OMC et des accords de libre-échange. Plus encore, nous rejetons les institutions capitalistes et patriarcales qui conçoivent les aliments, l'eau, la terre, les connaissances des peuples et le corps des femmes comme une simple marchandise.

Inscrivant notre lutte dans celle pour l'égalité entre les sexes, nous ne voulons plus subir ni l'oppression des sociétés traditionnelles, ni celles des sociétés modernes, ni celles du marché.

Nous voulons saisir cette opportunité de laisser derrière nous tous les préjugés sexistes et de développer une nouvelle vision du monde bâtie sur les principes de respect, d'égalité, de justice, de solidarité, de paix et de liberté.

Nous sommes mobilisées. Nous luttons pour l'accès à la terre, aux territoires, à l'eau et aux semences. Nous luttons pour l'accès au financement et aux équipements agricoles. Nous luttons pour de bonnes conditions de travail. Nous luttons pour l'accès à la formation et à l'information. Nous luttons pour notre autonomie et pour le droit de décider pour nous-mêmes, ainsi que de participer pleinement aux instances de prise de décision.

Sous l'oeil de Nyéléni, femme d'Afrique qui a défié les règles discriminatoires, qui a brillé par sa créativité et ses performances agricoles, nous trouverons l'énergie pour la mise en œuvre du droit à la souveraineté alimentaire porteur de l'espoir de construire un autre monde.

Cette énergie nous la puisons dans notre solidarité. Nous porterons ce message aux femmes du monde entier.

Nyéléni, 27 février 2007

*Le comité de pilotage de Nyéléni 2007 : Via Campesina, ROPPA, Marche Mondiale des Femmes, World Forum of Fish Harvesters and Fisherworkers (WFF), World Forum of Fisher Peoples (WFFP), Amis de la Terre International, et représentants d'ONG membres du réseau Food Sovereignty Network.*

Nyéléni a donné son nom à notre Forum pour la souveraineté alimentaire qui s'est tenu à Selingué au Mali. Nyéléni est une paysanne malienne devenue légendaire pour avoir été une grande agricultrice et avoir ainsi nourri les siens – elle incarne la souveraineté alimentaire de par son travail, sa capacité d'innovation et son attention aux autres. Nous, paysans, pasteurs, pêcheurs, peuples indigènes, travailleurs migrants, femmes et jeunes, rassemblés à Nyéléni 2007, producteurs et productrices d'aliments, sommes prêts, capables et désireux de nourrir les peuples du monde. Notre expérience, en tant que producteurs d'aliments, est vital pour l'avenir de l'humanité. C'est tout particulièrement vrai pour les femmes et les peuples indigènes qui, historiquement, sont sources de savoirs en terme de pratiques agricoles, aquacoles et alimentaires. Pourtant, ce patrimoine et notre capacité à produire une alimentation saine, de qualité et abondante, sont menacés et dévalorisés par le néolibéralisme et le capitalisme mondial.
Nos débats sur la souveraineté alimentaire nous ont permis : A/ d'approfondir notre compréhension mutuelle de la souveraineté alimentaire, B/ de renforcer le dialogue entre les secteurs et les groupes d'intérêts, et C/ de définir des stratégies communes et d'élaborer un programme d'action.
Nos débats ont donné aux producteurs, aux environnementalistes, aux organisations de consommateurs et aux mouvements urbains, la force et la capacité de se battre pour la souveraineté alimentaire au Mali, en Afrique et dans le monde.
Grâce à nos alliances, nous pouvons nous rassembler pour préserver, retrouver et construire à partir de nos connaissances pour renforcer notre capacité à soutenir les systèmes alimentaires locaux. Par la souveraineté alimentaire, nous pourrons également assurer le maintien de nos cultures et la survie de nos peuples et de la Terre.

La souveraineté alimentaire place ceux qui produisent, distribuent et consomment une alimentation locale et saine au coeur des systèmes et politiques alimentaires, agricoles, d'élevage et de pêche, en lieu et place des exigences du marché et des transnationales qui réduisent l'alimentation à des simples produits échangeables sur le marché mondial. Elle offre la possibilité de construire une stratégie de résistance et de démantèlement d'un système à la fois inéquitable et non durable qui conduit tant à la sous-nutrition chronique qu'à l'augmentation rapide de l'obésité.

La souveraineté alimentaire suppose le respect du droit à l'alimentation – le droit des populations à une nourriture saine, respectant les cultures, produite selon des pratiques respectueuses de l'environnement et des droits sociaux. Elle reconnaît le droit des populations à participer au processus de décision et à définir leurs égalitaires, libres d'oppression, entre les hommes etles femmes, les peuples, les groupes raciaux et les classes sociales. Elle encourage une véritable réforme agraire et défend l'accès et le partage des terres productives, loin de la menace de privatisation et d'expulsion.
La souveraineté alimentaire défend les intérêts, le droit à l'alimentation et celui de produire des populations et communautés, incluant celles sous occupation, dans des zones de conflits, celles qui font face ou qui reconstruisent après des désastres naturels, aussi bien que celles socialement et économiquement marginalisées, comme les dalits, les peuples indigènes et les travailleurs migrants. La souveraineté alimentaire donne un cadre politique permettant des pratiques de production, de cultures, d'élevage, de pêche, de pastoralisme et des systèmes d'alimentation définies par les communautés locales.

A/ A NYELENI 2007, nous avons approfondinotre compréhension mutuelle de la souveraineté alimentaire et retenu comme essentiel:

1. La priorité donnée à l'alimentation des populations: La souveraineté alimentaire place au centre des politiques alimentaires, agricoles, d'élevage et de pêche le droit à une alimentation suffisante, saine, respectueuse des cultures, pour l'ensemble des individus, des populations et des communautés, englobant celles souffrant de la faim, sous occupation, dans des zones de conflits ou marginalisées ; elle rejette l'assertion selon laquelle l'alimentation est un produit comme un autre, géré par le secteur agro-alimentaire.

2. La valorisation des producteurs d'aliments: La souveraineté alimentaire valorise et soutient les pratiques, de même qu'elle respecte le droit, des hommes et des femmes, des paysans et des petits agriculteurs familiaux, des pasteurs, des pêcheurs artisanaux, des habitants de la forêt, des peuples indigènes et des travailleurs agricoles, des travailleurs de la mer, dont les migrants, qui cultivent, font pousser, récoltent et transforment les aliments ; elle rejette les politiques, actions et programmes qui les dévalorisent, menacent leurs moyens de subsistance et contribuent à les faire disparaître.

3. L'établissement de systèmes locaux de production: La souveraineté alimentaire rapproche producteurs et consommateurs, elle les place au centre du processus de décision sur les questions alimentaires. Sur les marchés locaux, elle protège les producteurs du dumping des importations et de l'aide alimentaire, elle protège les consommateurs d'une nourriture nutritionnellement pauvre et malsaine, d'une aide alimentaire inappropriée et d'aliments contaminés par des organismes génétiquement modifiés. Elle permet de résister aux institutions, aux accords et aux pratiques qui dépendent de et qui promeuvent un commerce mondial non durable et inéquitable et qui donnent un pouvoir considérable et injustifiable aux transnationales.

4. Le renforcement du contrôle local: La souveraineté alimentaire place la gestion des territoires, des terres, des pâturages, de l'eau, des semences, du bétail et des ressources halieutiques dans les mains des producteurs locaux et respectent leurs droits. Ceux-ci peuvent en faire usage et les partager selon des systèmes socialement et écologiquement durables, qui permettent le maintien de la diversité. La souveraineté alimentaire reconnaît que les territoires locaux ne respectent parfois pas les frontières géopolitiques et permet aux communautés locales d'habiter et d'utiliser leurs territoires. Elle promeut la concertation et l'action collective entre les producteurs de différentes régions et territoires, de différents secteurs d'activités, contribuant à la résolution de conflits internes ou de conflits avec les autorités locales ou nationales. Elle refuse la privatisation des ressources naturelles, qu'elle soit permise par des lois, des contrats commerciaux ou des régimes de propriété intellectuelle.

5. La construction des savoirs et savoir-faire: La souveraineté alimentaire se construit sur les savoirs et savoir-faire locaux des producteurs et sur leurs organisations locales qui préservent, développent et gèrent les systèmes de production et de cultures locaux. Pour cela, elle permet le développement de programmes de recherche appropriés et qui ne menacent pas les générations futures. Elle rejette donc les technologies qui les soumettent, les menacent ou les contaminent, comme par exemple l'ingénierie génétique.

6. Le travail avec la nature : La souveraineté alimentaire utilise les apports de l'environnement selon des pratiques de cultures et de production agro écologiques diversifiées et faibles consommatrices d'intrants, qui optimisent les apports des écosystèmes, améliore la résilience et l'adaptation, particulièrement face au changement climatique. Elle cherche à guérir la planète pour que la planète puisse nous guérir. Elle refuse les pratiques qui mettent à mal les écosystèmes, les monocultures et les élevages intensifs fortement consommateurs d'énergie, les pratiques de pêche destructrices et les autres modes de production industriels, qui détruisent l'environnement et contribuent au réchauffement mondial.

## B/ DISCUSSIONS THEMATIQUES SUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

A Nyéléni 2007, nous avons renforcé le dialogue à l'intérieur des secteurs et des groupes d'intérêt et entre ceux-ci. Ceci a été le travail principal du forum grâce à l'organisation de groupes d'échanges autour de sept thèmes touchant à la souveraineté alimentaire : marchés locaux et commerce international ; savoirs locaux et technologies ; accès et contrôle des ressources naturelles ; partage des territoires ; conflits, occupation et catastrophes ; conditions sociales et migrations forcées ; et enfin, modèles de production. Pour chacune de ces thématiques et pour guider les discussions, un document préparatoire était disponible, intitulé « Vers un programme d'action pour la souveraineté alimentaire », présenté dans le programme de Nyéléni et consultable sur le site web Nyéléni 2007:

(http://www.nyeleni2007.org/IMG/pdf/VERS_UN_PROGRAMME_D_ACTION_POUR_LA_SOUVERAINETE_ALIMENTAIRE20fev2007-fr.pdf)

Ce qui suit est une synthèse des discussions pour chacun des groupes de travail thématique. Le rapport se termine par un programme d'action pour la souveraineté alimentaire, établi grâce aux apports des discussions en groupes sectoriels, en groupes d'intérêts et en groupes régionaux. Le programme d'action récapitule les actions conjointes qui seront menées par les organisations paysannes, de pasteurs, de pêcheurs, de peuples indigènes, de travailleurs migrants, les mouvements de consommateurs et les mouvements urbains, les groupes de femmes, les environnementalistes et les jeunes représentés à Nyéléni 2007. Des exemples d'actions spécifiques à des secteurs ou des régions sont également présentés.

1. Marchés locaux et commerce international

L'alimentation est la base de la santé et de la nutrition des peuples – elle ne doit pas être réduite à un simple produit commercialisable. Afin de garantir le droit à l'alimentation pour tous et le droit pour les paysans, les pasteurs, les pêcheurs de produire, en suivant des pratiques de durabilité, une alimentation saine, nous devons construire de nouveaux mécanismes défendant l'équité des pratiques commerciales, des prix justes, définis communément par les producteurs et les consommateurs, et transparents tout au long de la chaîne alimentaire. Ces nouveaux mécanismes doivent donner la priorité aux productions locales pour les marchés locaux. Nous devons nous battre pour un changement radical des politiques alimentaires, agricoles et de pêche pour qu'elles soient basées sur la souveraineté alimentaire et non sur le libre-échange et ses instruments néo-libéraux – gouvernements, entreprises multinationales et institutions internationales, comme la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce.

Nous continuerons à refuser l'ensemble des accords bi- et multilatéraux qui ne répondent pas aux besoins des producteurs et consommateurs locaux. La souveraineté alimentaire n'interdit pas le commerce national, régional ou international mais donne la primauté aux productions locales pour des marchés locaux afin de garantir la souveraineté alimentaire. Elle valorise les productions culturellement adaptées sans imposer la consommation d'aliments dont les gens ne veulent pas, en particulier les organismes génétiquement modifiés.

Mettre l'accent sur les marchés locaux conduit également à soutenir l'utilisation des terres au bénéfice de la production alimentaire plutôt que de la production pour les agrocarburants ou d'autres monocultures; à privilégier l'accès aux ressources halieutiques côtières aux pêcheurs

locaux plutôt que des pratiques de pêche destructive ; à maintenir les territoires d'élevage pastoral au bénéfice de pratiques d'élevage durables, etc. Nous continuerons à nous battre contre les mécanismes de marché et de libre-échange qui conduisent à la surproduction, au dumping de produits « bon marché » et à l'importation d'une aide alimentaire inefficace, qui ne bénéficient qu'à quelques gros producteurs et nuisent à la souveraineté alimentaire. Au contraire, nous encourageons les lois et politiques qui promeuvent l'autonomie locale en matière de production alimentaire et de consommation afin que les peuples indigènes, les paysans, les pêcheurs, les pasteurs, les habitants de la forêt et les autres fournisseurs d'alimentation locale puissent produire pour eux-mêmes, pour les communautés locales et plus largement pour leurs sociétés.

## 2. Savoirs locaux et technologies

La majeure partie de l'alimentation mondiale est toujours produite ou récoltée sur de relativement petites surfaces par les communautés locales, selon des savoirs locaux, utilisant les savoir-faire et les ressources disponibles. Notre connaissance et notre expérience sont ce dont le monde a besoin pour permettre la souveraineté alimentaire. Nous sommes les hommes et les femmes, les paysans, les pasteurs, les pêcheurs, les peuples indigènes, les habitants des forêts qui depuis des millénaires avons créé, maintenu et développé les bases, non de notre seule survie, mais de celle de l'ensemble de la société. Il s'agit des connaissances et savoir-faire pour produire l'alimentation, l'habillement, les médicaments, les semences, le bétail, etc. selon des pratiques qui préservent la biodiversité et respectent l'environnement et les écosystèmes.

Notre connaissance est vivante, se décline de différentes façons et est essentielle à la souveraineté alimentaire. Elle est locale, collective et diverse, toujours en mouvement et dynamique – et non statique – et rassemble les forces grâce aux échanges et à la solidarité. Défendre la souveraineté alimentaire suppose de reconnaître l'expérience et les contributions des femmes, de faire des savoirs et des systèmes de production indigènes un élément central dans le renforcement des systèmes alimentaires locaux gérés par les communautés locales. Les technologies utilisées pour les monocultures intensives, notamment celles pour la production d'agro-carburants, l'aquaculture industrielle et les pratiques de pêche destructives, qui sont imposées via les révolutions verte (cultures), bleue (aquaculture) et blanche (lait), et aujourd'hui imposées en Afrique, ont des conséquences désastreuses sur les systèmes et les savoirs locaux et sur l'environnement. Elles contribuent activement au renforcement du pouvoir des entreprises transnationales et leur mainmise sur l'ensemble de la chaîne alimentaire, de la production à la distribution.

Cette mainmise et cette domination des entreprises, soutenue par les élites locales, conduit à la concentration des terres, à l'érosion des sols, à la contamination des eaux par les nitrates et les pesticides, à la destruction des écosystèmes productifs et culmine avec la disparition des paysans, des pasteurs et des pêcheurs. Cette polarisation du pouvoir permet le développement et la diffusion des organismes génétiquement modifiés, des nanotechnologies et des techniques de stérilisation des semences, technologies protégées par des brevets et autres droits de propriété intellectuelle. De plus, la privatisation de la recherche agricole déplace les savoirs sur les variétés de semences et sur l'alimentation du bétail, du domaine public vers les mains des entreprises ; ceci empêche également le développement de la transformation au niveau local. Sous couvert de lutte contre la faim, contre la grippe aviaire, contre le réchauffement climatique et la fin de l'ère pétrolière, ces technologies non durables et inadaptées sont imposées sur nos territoires, contaminent nos eaux et, en raison de l'impact des pêches industrielles et de l'aquaculture, asphyxient nos océans.

## 3. Accès et contrôle des ressources

L'accès, le contrôle et la gestion des ressources naturelles dont dépendent les paysans, les éleveurs nomades, les pêcheurs artisanaux et les communautés indigènes pour se nourrir et vivre – par exemple, la terre, les forêts, l'eau, les semences, le bétail, les poissons et autres espèces aquatiques – sont essentiels à la souveraineté alimentaire. Pendant des générations, les communautés locales ont conservé la richesse et la diversité de ces ressources par le contrôle de l'accès à celles-ci pour la pratique de l'agro écologie, une agriculture écologiquement soutenable, l'élevage de bétail, le pastoralisme et la pêche artisanale, sauvant et protégeant leurs terres, territoires, forêts et milieux aquatiques de la surexploitation, l'extinction et la contamination. Nous devons garantir l'accès des femmes à la terre, en abolissant les lois discriminatrices d'héritage et de répartition en cas de divorce ; en transformant des coutumes qui empêchent les femmes d'accéder à la terre; et l'égalité entre les hommes et les femmes dans les processus de réforme agraire.

Une véritable réforme agraire est nécessaire, qui nous offre des droits d'accès et de contrôle sur nos territoires, y compris pour les peuples indigènes et les éleveurs nomades, et qui peuvent ensuite être utilisées exclusivement pour une production écologiquement et socialement soutenable. Nous exigeons des droits similaires pour les espaces aquatiques et côtiers pour les pêcheurs artisanaux, empêchant l'imposition de l'aquaculture industrielle ou des pratiques piscicoles destructrices, en garantissant également l'accès aux ressources des plages et des zones fluviales. Nous devons développer un plan commun d'action pour combattre la privatisation de l'eau, la marchandisation de l'eau et l'exploitation des ressources aquatiques par des multinationales.

L'accès et le contrôle sur nos semences, races animales et espèces de poissons qui forment la base de la souveraineté alimentaire ne doivent pas être compromise par des droits de propriété intellectuelle et ne doivent pas être contaminés par des organismes génétiquement modifiés.
Nous devons nous prémunir contre toute assistance humanitaire et aide au développement qui réduise notre accès et notre contrôle sur les ressources naturelles, comme cela s'est produit, par exemple, après le tsunami de décembre 2004 dans l'Océan Indien. Nous devons obliger les gouvernements à appliquer les lois et les accords internationaux, ou à développer une législation nationale, capables de garantir le droit des peuples à accéder aux ressources et lutter contre la privatisation des ressources communes et les actions des multinationales qui limitent notre accès aux ressources naturelles dont nous avons besoin pour mettre en oeuvre la souveraineté alimentaire.

## 4. Partage des territoires

Nous devons définir les territoires au-delà des limites géopolitiques en y incluant les territoires des peuples indigènes, les communautés nomades et pastorales ainsi que les pêcheurs vivant sur les plages. Nous devons également considérer la nature comme une richesse matérielle et spirituelle, et non pas comme une simple 'ressource' à exploiter. Nous comprenons la nature holistique des territoires comme incluant la terre, l'eau, les semences, les races de bétail et les organismes aquatiques. Les communautés locales ainsi que les populations qui partagent les territoires doivent y avoir accès de manière équitable mais contrôlée. L'un des plus grands obstacles à l'accès équitable aux territoires est la privatisation de la terre, de l'eau et des êtres vivants. Nous devons combattre toutes formes d'expulsions de personnes de leurs territoires ainsi que les mécanismes qui favorisent un contrôle centralisé ou par les multinationales des territoires.

Nous devons garantir l'existence pacifique des diverses communautés qui vivent sur les territoires en renforçant nos organisations et nos alliances multisectorielles afin de pouvoir négocier de manière démocratique et partager les territoires. Une société civile forte, mobilisée et organisée sera seule capable de réaffirmer les droits des jeunes et des femmes à avoir accès à ces territoires. Nous pouvons résoudre des conflits concernant les territoires partagés entre différents secteurs en améliorant nos méthodes traditionnelles de gestion des territoires. L'une des sources majeures de conflit est la surexploitation de la nature et la gestion non durable des territoires par un secteur au détriment d'un autre, par une génération au détriment des générations futures.

Nous devons nous battre pour une réforme agraire véritable qui prenne en compte les différents besoins des populations et pour que les gouvernements protègent les droits de ceux qui habitent ces territoires. Ancrés dans les savoir-faire traditionnels, nous devons créer nos propres activités de recherche pour imaginer et rassembler des solutions alternatives aux obstacles liés au partage des territoires entre différentes communautés. Une solution serait la création d'un système économique alternatif d'échanges entre producteurs locaux qui résiste à la domination des marchés mondiaux.

## 5. Conflits, occupations et catastrophes naturelles

La souveraineté alimentaire est menacée par les conflits, les occupations et les catastrophes, ainsi que par des efforts pour améliorer la situation tels que les projets d'aide alimentaire ou de développement/reconstruction totalement inadaptés, qui génèrent encore plus de conflits. La dégradation de l'environnement qui résulte des guerres et des catastrophes compromet également la souveraineté alimentaire, puisqu'elle affecte la production locale. En même temps, nous voyons que là où la souveraineté alimentaire est présente, les communautés et leurs systèmes de production sont mieux capables de survivre et de se remettre sur pied. Des exemples ont été rapportés concernant la perte de souveraineté alimentaire à cause de l'occupation en Palestine et au Liban ; en tant que résultat direct des conflits pour de nouvelles ressources naturelles au Cameroun et en Colombie ; et à cause des conditions de vie précaires liées aux catastrophes naturelles et humaines au Sri Lanka et aux Philippines. Ces exemples-ci, parmi de nombreux autres, ont montré l'importance de la souveraineté alimentaire dans des zones occupées, de conflit ou affectées par des catastrophes.

Nous parlons régulièrement de l'accès aux marchés pour les producteurs locaux et les personnes qui veulent consommer des produits locaux. Mais pour les communautés vivant dans des zones de conflits, sous occupation ou au lendemain d'une catastrophe, l'accès aux marchés est une question essentielle. C'est par exemple le cas lorsqu'il y a un mur entre le producteur et le marché, ou lorsque les infrastructures de transport disparaissent suite à une inondation. De même, suite à un conflit ou une catastrophe, les populations sont souvent expulsées de leurs terres qui sont utilisées à d'autre fins, telles que le tourisme, ou l'occupation par d'autres groupes de population.

La souveraineté alimentaire est attaquée par la répression ou le terrorisme d'Etat, surtout quand des conflits affectent le contrôle des territoires par les communautés. Ceci limite l'accès à la terre, à l'eau, à l'alimentation et empêche toute participation à la prise de décision. Pour les populations vivant sous occupation, l'autodétermination et l'autonomie locale deviennent cruciales pour atteindre la souveraineté alimentaire. L'autodétermination peut également prémunir contre les impacts des catastrophes naturelles ou humaines en garantissant une gestion écologique et communautaire qui s'appuie sur des savoir-faire traditionnels et des modes de vies qui augmentent la résistance des

écosystèmes aux catastrophes. Afin d'atteindre la souveraineté alimentaire, nous devons nous assurer que les victimes et les survivants des confits et des catastrophes naturelles puissent déterminer et gérer eux-mêmes leur sortie de la crise et leurs efforts de reconstruction.
Nous soutenons que la souveraineté alimentaire est essentielle pour que les peuples puissent se protéger et faire face aux catastrophes. Dans ce contexte, nous avons discuté: de comment s'assurer que les cadres légaux maintiennent la biodiversité et offrent des compensations lorsque les moyens de subsistance des communautés ont été détruits intentionnellement ; ainsi que d'une convention internationale sur la souveraineté alimentaire, notamment pour les communautés vivant dans des situations de conflit, sous occupation ou victimes de catastrophes naturelles.

6. Conditions sociales et migrations forcées
Nous devons intégrer la lutte pour la souveraineté alimentaire dans la lutte pour les droits des migrants. Les causes des migrations forcées, souvent pour travailler dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, sont notamment liées aux politiques internationales financières et de développement, à la guerre, et à la destruction des habitats et des cultures à cause d'injustices sociales et environnementales. Les migrations forcées se caractérisent notamment par le racisme et l'exploitation sexuelle, le trafic d'êtres humains, l'utilisation de migrants comme main d'oeuvre bon marché ou main d'oeuvre esclave, et le traitement des migrants comme « citoyens de deuxième zone».

Nous constatons qu'il existe une prise de conscience des conditions des travailleurs migrants, notamment lors des mobilisations aux Etats-Unis et en France en 2006, et lorsque l'on évalue le montant des fonds transférés par les migrants vers leurs familles dans leurs pays d'origine. Néanmoins, aucune politique n'est mise en place pour défendre le droit des personnes déplacées à rentrer auprès de leurs communautés d'origine, particulièrement celles qui ont été déplacées dans le cadre d'une occupation, d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit. Afin de lutter contre les problèmes générés par les migrations forcées, les propositions suivantes sont faites en tant que stratégies pour contenir ce phénomène :

1) La défense des territoires et des cultures, la souveraineté alimentaire et l'autosuffisance ainsi que la défense des organisations rurales, paysannes, agraires et urbaines qui sont essentielles à la garantie de la dignité dans les campagnes et dans les villes

2) Articuler la valeur de la production paysanne avec la création de rapports économiques durables en dehors des règles capitalistes de marché.

Nous devons renforcer et promouvoir les organisations et les mouvements indépendants de migrants, du local à l'international. Ceci inclut le renforcement des alliances entre les organisations et les mouvements sociaux dans les pays d'origine et les pays où travaillent et vivent les migrants. Nous devons augmenter la prise de conscience concernant les migrations forcées et les conditions de vies des migrants, notamment dans les domaines de l'alimentation, de la pêche et de l'agriculture. De surcroît, nous devons rester solidaires des organisations de migrants qui représentent des alliés essentiels dans notre combat pour la souveraineté alimentaire.

7. Modèles de production
La souveraineté alimentaire et la stabilité environnementale sous-entendent une production agro écologique des aliments et une utilisation de techniques de pêche artisanales qui respectent l'environnement. Mais cette forme de production ne peut exister que si la société valorise et soutient ce genre d'agriculture et de pêche et achète des produits locaux ; tout en supprimant les privilèges et les subventions aux systèmes de production industriels qui profitent aux multinationales. Les modèles de production industriels sont en train de s'approprier et de détruire les marchés locaux, les vies des petits producteurs et les écosystèmes dont dépendent les petites exploitations. Ces modèles encouragent les monocultures ainsi que l'utilisation de terres et de récoltes pour répondre aux besoins en énergie plutôt que pour nourrir les populations. Ils polluent également les eaux des rivières, ce qui a également des conséquences très négatives sur nos mers et sur ceux qui en vivent. Le modèle productiviste a un impact très négatif sur l'environnement, détruisant la capacité de la nature à s'adapter et contribuant ainsi au dérèglement climatique.

Les modèles de production et les manières par lesquelles l'alimentation est vendue et distribuée sont plus importants que la taille des exploitations (petite dans un pays peut paraître grand dans un autre) ou le lieu de production : la souveraineté alimentaire est applicable au Nord comme au Sud.

Nous devons renforcer les liens entre producteurs et consommateurs et les convaincre de se convertir à une « économie solidaire » qui soutient les paysans locaux, les éleveurs nomades, les pêcheurs artisanaux et leurs systèmes agro-écologiques de production et de récolte. Nous devons également persuader les autorités (à tous les niveaux) d'acheter les produits locaux pour les écoles, les hôpitaux et autres institutions publiques. Cela constitue des stratégies importantes. Le défi pour la génération actuelle n'est pas seulement de changer les politiques en faveur d'une production écologiquement durable mais également de maintenir sur pieds les valeurs et les ressources nécessaires aux systèmes de production pour qu'ils puissent servir aux générations futures.

## C- PROGRAMME D'ACTION OUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

### QU'ALLONS-NOUS FAIRE?

A NYELENI 2007, pour mettre en oeuvre la souveraineté alimentaire, nous avons élaboré des stratégies conjointes et un programme d'action afin de PROMOUVOIR notre programme, RÉSISTER aux politiques et aux pratiques qui le sapent et RENFORCER NOTRE MOUVEMENT.

### PROMOUVOIR

*Nous allons PROMOUVOIR des stratégies, des politiques et des styles de vie visant à renforcer le contrôle communautaire, la durabilité écologique, les savoirs locaux et l'autonomie ainsi que les connaissances traditionnelles en vue de revendiquer la souveraineté alimentaire dans toutes ses dimensions ainsi que nos droits associés. Nous allons identifier et renforcer les pratiques autonomes existantes qui fournissent une souveraineté alimentaire et presser nos gouvernements de respecter et protéger nos droits à la souveraineté alimentaire.*

#### MARCHÉS LOCAUX

Nous allons revendiquer le droit des producteurs et des consommateurs d'aliments d'exercer un contrôle autonome sur les marchés locaux comme étant un espace crucial pour la souveraineté alimentaire. Nous renforcerons les marchés locaux formels et informels et les liens directs entre les consommateurs et les producteurs d'aliments en développant l'agriculture et la pêche ayant le soutien de la communauté, ce qui permet de construire la confiance nécessaire. Nous allons promouvoir les coopératives alimentaires, la transformation locale, les forums de consommateurs et les économies de solidarité qui favorisent les marchés locaux et des prix justes pour les petits producteurs. Nous soutiendrons l'équité dans le commerce et le “commerce équitable” là où il participe à la souveraineté alimentaire. Nous allons créer des opportunités pour un marché alternatif par le biais d'initiatives telles que les fonds communautaires et les échanges de produits, en organisant par exemple le troc, des foires de semences, etc., qui devraient renforcer les liens et la solidarité entre les petits fournisseurs. Nous allons proposer à nos gouvernements des politiques visant à protéger la production locale et les marchés.

#### SAVOIRS LOCAUX

Nous allons revendiquer que les savoirs locaux et les valeurs culturelles constituent les voies permettant d'arriver à une souveraineté alimentaire. Nous identifierons les diverses expériences et pratiques, locales et collectives, comme exemples, tout en reconnaissant qu'elles sont dynamiques - non statiques- et qu'elles évoluent, pour rassembler nos forces grâce aux échanges et à la solidarité. Nous respecterons, reconnaîtrons et renforcerons les connaissances locales en préservant les semences, en créant des réseaux locaux de semences, en développant l'agriculture naturelle et traditionnelle ainsi que les marchés alternatifs. Mais surtout, nous conserverons les savoirs locaux en encourageant leur utilisation et en aidant les gens qui les maintiennent vivants dans leur vie quotidienne, en particulier les femmes et les communautés autochtones. Nous lutterons contre toutes les formes de propriété intellectuelle sur la vie et les savoirs, y compris la privatisation et le brevetage des connaissances traditionnelles associées à la production alimentaire. Nous encouragerons l'enseignement de ces savoirs locaux dans les écoles.

Nous organiserons des activités de recherche afin d'inventorier et de développer des solutions alternatives aux problèmes qui se posent aux différentes communautés sur leurs territoires, en mettant l'accent et en promouvant les savoirs et connaissances traditionnelles. Nous soutiendrons la recherche menée par les gens eux-mêmes et leurs organisations locales, car celle-ci renforce la souveraineté alimentaire et aide à préserver les terres productives, l'eau, les semences et le bétail.

#### PRODUCTION ET RECOLTES AGRO- ÉCOLOGIQUES

Nous allons promouvoir les systèmes de production respectueux de l'environnement naturel et social qui peuvent être contrôlés par les producteurs locaux d'aliments. A savoir : la production agro- écologique des aliments par les paysans et les exploitations familiales; le pastoralisme ou l'élevage par les éleveurs nomades ayant des traditions nomades et transfrontalières qui permet de conserver les territoires de pâturage où ils y produisent la viande, le lait et autres aliments mais aussi les fibres, le combustible et autres matières premières; la pêche artisanale par les peuples de pêcheurs qui limite la quantité de poissons et d'autres organismes aquatiques pêchés afin de conserver les réserves de poisson, les fonds marins, les récifs de corail, les mangroves et les autres zones et habitats de poissons essentiels pour la régénération ; la production forestière par les habitants des forêts qui connaissent et vivent de la diversité des produits de la forêt.

#### UTILISATION DES INSTRUMENTS ET PROGRAMMES INTERNATIONAUX

Nous allons garantir la souveraineté alimentaire et les droits associés en utilisant les instruments internationaux légaux tels que la Déclaration universelle des Droits de l’Homme de l'ONU, la Déclaration des Droits des Peuples autochtones de l'ONU et les protocoles, décisions, directives et programmes développés par, entre autres, la FAO, la Convention sur la Diversité biologique et le Fonds international pour le Développement de l'Agriculture, tels que : les Directives volontaires sur la mise en application progressive du droit à une alimentation appropriée ; les instruments pouvant limiter les importations d'OGM et la concession de droits de propriété intellectuelle sur les organismes vivants;

les politiques et programmes qui stimulent la production à petite échelle. Nous ferons pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent en oeuvre les accords internationaux qui exigent l'application de politiques en faveur de la souveraineté alimentaire et, dans le cadre de ces accords, de promulguer des lois visant à éliminer les politiques et les pratiques qui sapent la souveraineté alimentaire. Par le biais de ces instruments et le truchement de forums internationaux de négociation à cet effet, nous agirons en faveur des droits des paysans, des éleveurs, des éleveurs nomades, des nomades, des artisans pêcheurs, des peuples autochtones et autres collectifs.

RÉFORME AGRAIRE ET CONTRÔLE DES TERRITOIRES PAR LES COMMUNAUTÉS

Nous allons lutter pour une réforme agraire complète et authentique qui respecte les droits des femmes, des peuples autochtones, des paysans, des artisans pêcheurs, des travailleurs, des éleveurs nomades, des migrants et des générations futures et qui permette la coexistence des différentes communautés sur leurs territoires.

Les droits coutumiers du territoire doivent être reconnus mais doivent être adaptés s'ils entraînent une discrimination envers les femmes ou autres communautés marginalisées. La réforme agraire doit garantir la priorité de l'utilisation de la terre, de l'eau, des semences et des races de bétail, etc. pour la production alimentaire et les autres besoins locaux, sur la production destinée à l'exportation. Nous favoriserons la gestion communautaire des territoires qui reconnaît les besoins des divers utilisateurs et qui protège les territoires des menaces environnementales telles que la destruction des mangroves et la fragilité des écosystèmes littoraux et marins. Nous protègerons nos territoires en développant les mécanismes de production traditionnels ayant un faible impact et en luttant contre l'aquaculture industrielle et l'industrie agroalimentaire. Nous encouragerons le partage équitable et la gestion des eaux territoriales en présentant, parmi d'autres stratégies, une alternative commune au Sommet sur l'Eau d'Istanbul 2009.

## RÉSISTER

*Nous allons RÉSISTER et nous opposer au modèle capitaliste mondial dirigé par les multinationales ainsi qu'à ses institutions et politiques qui empêchent les communautés de pouvoir garantir et mener à bien la souveraineté alimentaire. Cela comprend la contestation des politiques gouvernementales qui facilitent le contrôle des multinationales sur notre production et notre distribution alimentaires ainsi que des actions directes contre les pratiques desdites multinationales.*

COMMERCE INTERNATIONAL

Nous allons coordonner les luttes contre la libéralisation du commerce avec les luttes pour promouvoir la production et les marchés locaux en vue de construire la souveraineté alimentaire. Nous continuerons à prendre pour cible l'OMC, les accords de commerce régionaux et bilatéraux, le dumping, la politisation et la manipulation de l'aide alimentaire, et nous regagnerons le droit de chaque pays à protéger sa production nationale et ses marchés. Nous lutterons pour des politiques alternatives dans les pays grands producteurs et exportateurs d'aliments qui comprennent la gestion des réserves et le soutien des prix afin d'éviter le dumping, y compris un projet de loi sur l'Agriculture (Farm Bill) alternative aux Etats-Unis et une Politique agricole commune (PAC) alternative en Europe qui favorise l'exploitation agricole familiale plutôt que le secteur agroalimentaire. Nous prendrons des mesures contre les importations massives d'aliments “bon marché” qui menacent la production locale durable. Nous lutterons contres les règles du commerce et les politiques financières internationales qui sapent la souveraineté alimentaire. Nous continuerons à nous opposer à tous les accords bilatéraux et multilatéraux qui menacent les besoins des producteurs et consommateurs locaux et menacent la souveraineté alimentaire.

ENTREPRISES TRANSNATIONALES

Nous allons lutter contre le contrôle des grandes entreprises sur la chaîne alimentaire en réclamant le contrôle sur nos territoires, notre production, nos marchés et nos manières d'utiliser les aliments. Nous allons exiger de nos gouvernements qu'ils promulguent des lois visant à éliminer le contrôle des grandes entreprises et, par contre facilitent le contrôle des communautés sur la production et la distribution alimentaire. Nous soutiendrons l'essor de la production biologique (agro écologie, élevage nomade, pêche artisanale. etc.) comme étant une stratégie directe contre les multinationales. Nous nous associerons aux boycotts et campagnes internationales visant à démanteler le pouvoir de certaines grandes entreprises dans le système alimentaire. Nous renforcerons nos stratégies conjointes en partageant les informations sur l'impact desdites entreprises sur la souveraineté alimentaire.

CONFLITS ET OCCUPATION

Nous allons nous associer aux luttes contre l'occupation et lutter contre l'édification de murs et la militarisation des frontières qui déchirent les peuples et les empêchent d'avoir accès aux aliments locaux et aux territoires productifs. Nous reconnaissons que les conflits et les occupations présentent une menace sérieuse à la souveraineté alimentaire et que garantir cette souveraineté alimentaire est crucial pour les peuples et communautés pour pouvoir survivre et se nourrir dans des conditions adverses. Pour ce faire, nous devons être en permanence solidaires de tous les peuples

qui vivent sous l'occupation, ceux dont les territoires sont divisés par des murs ainsi que ceux qui connaissent des conflits ou des catastrophes. Nous intensifierons nos luttes et nos résistances et nous répondrons aux conflits, occupations et catastrophes en tirant les leçons des expériences et des stratégies vécues par d'autres communautés ou mouvements.

TECHNOLOGIES TOXIQUES
Nous allons continuer à lutter contre les plantes, animaux et arbres génétiquement modifiés; contre l'aquaculture industrielle; contre le bétail cloné; et contre l'irradiation des aliments. Nous lutterons contre l'Alliance pour la Révolution verte en Afrique et l'introduction des cultures génétiquement modifiées par le biais de l'aide alimentaire. Nous organiserons des campagnes nationales pour interdire la technologie « Terminator » et autres technologies qui entraînent la stérilisation des semences et des animaux et nous soutiendrons également le moratoire international. Nous travaillerons pour obtenir un moratoire immédiat sur les nouvelles technologies telles que la nanotechnologie, qui a déjà été introduite dans l'alimentation et l'agriculture et qui présente aujourd'hui de nouvelles menaces pour la santé, l'environnement et les économies des paysans et des pêcheurs.

MONOCULTURES & AGROCARBURANTS
Nous allons nous mobiliser et nous engager dans des campagnes internationales contre la production industrielle d'agrocarburants; ces agrocarburants sont souvent sous le contrôle des multinationales et ont des impacts négatifs sur les populations et sur l'environnement. Nous soulignerons les impacts destructeurs du modèle de production qui pousse à la conversion de terres productives en monocultures pour les agrocarburants, la pâte à papier, les arbres génétiquement modifiés et autres types de cultures industrielles (par exemple grace à Campagne internationale contre les déserts verts).

CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Nous allons dénoncer l'agriculture industrielle comme étant l'un des facteurs contribuant aux changements climatiques et dénoncer l'efficacité des « marchés du carbone » pour réduire les émissions et garantir la justice climatique. Nous évaluerons l'impact au niveau local et régional des changements climatiques sur la souveraineté alimentaire, en particulier pour déterminer comment ceux-ci affectent la biodiversité, ainsi que nos semences, animaux, poissons, etc... Nous étudierons également les changements climatiques comme étant les déclencheurs de catastrophes naturelles et aiderons les communautés affectées à développer des mécanismes pour pouvoir s'adapter et survivre. Nous développerons des stratégies fondées sur la solidarité et les échanges entre les régions, tout en garantissant à chaque fois le contrôle local. Finalement, nous encouragerons la souveraineté alimentaire comme étant une réponse efficace à l'impact des changements climatiques.

## RENFORCER LE MOUVEMENT

*Nous allons RENFORCER LE MOUVEMENT pour la souveraineté alimentaire à travers nos mobilisations, la construction d'alliances, la communication et les actions communes entre mouvements à travers le monde ; et nous vaincrons.*

MOBILISATION
Nous nous mobiliserons à travers tous les secteurs dans nos luttes communes contre les politiques gouvernementales, les multinationales et les institutions qui nous empêchent de réaliser la souveraineté alimentaire. Nous les éleveurs nomades, les pêcheurs artisanaux, les paysans, les femmes, les peuples indigènes, et autres communautés de partout dans le monde, nous nous unirons pour pratiquer et développer la souveraineté alimentaire. En forgeant un programme commun et en développant des politiques communes nous serons capables de construire un front uni qui sera assez fort pour gagner la lutte pour la souveraineté alimentaire.

CONSTRUCTION D'ALLIANCES ET RENFORCEMENT DE NOS MOUVEMENTS
Nous construirons un mouvement pour la souveraineté alimentaire en renforçant les organisations, les coopératives, les associations et les réseaux, et en construisant des alliances stratégiques entre divers groupes d'intérêt tels que les consommateurs, les étudiants, les chercheurs, la communauté médicale, les communautés religieuses, les mouvements écologistes, les mouvements contre la privatisation des ressources aquatiques et les personnes directement affectés par les constructions de barrages, les industries extractives, les guerres, les occupations et les désastres en tous genres. Nous encouragerons les rapports constructifs entre communautés rurales et urbaines, entre producteurs et consommateurs et entre paysans, pêcheurs, éleveurs nomades, et populations indigènes. Nous travaillerons avec les organisations de migrants à construire la solidarité entre eux et augmenter notre compréhension de leurs priorités. Nous renforcerons les réseaux et alliances entre mouvements sociaux et organisations de migrants, à la fois dans leurs pays d'origine et dans les lieux où ils vivent et travaillent, et nous ferons la promotion d'un code de droits basés sur leurs revendications. Nous irons à l'encontre des personnes et communautés qui ne sont pas présentes à ce forum et qui sont essentielles pour notre lutte collective pour la souveraineté alimentaire.

EDUCATION
Nous appuyons l'éducation politique pour promouvoir la souveraineté alimentaire. Nous favoriserons la prise de conscience politique au sein de nos organisations et mouvements, en apprenant les uns des autres, et nous communiquerons à l'égard du reste de la société, y compris les consommateurs urbains et les écologistes au Nord et au Sud. Certains outils : des journées

d'information ; des ateliers thématiques axés sur les savoir-faire locaux ; des campagnes d'éducation populaire dans les systèmes scolaires. Nous dépendrons de nos savoir-faire et de nos expériences de terrain afin de faire vivre la souveraineté alimentaire. Nous mettrons en place des stratégies éducatives sur, par exemple : la migration, les conditions de vie des migrants et les liens avec l'alimentation ; comment nos droits coutumiers et les lois de propriété sur les terres affectent notre souveraineté alimentaire, l'importance de consommer des produits de qualité produits localement ; et les impacts liés à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés.

COMMUNICATION
Nous renforcerons nos moyens de communication basés sur nos cultures et nos conditions locales, afin de contrer la propagande des multinationales, de s'opposer au système alimentaire mondialisé et de souligner les expériences et savoir faire locaux réussis. Nous utiliserons divers médias, tel que Radio Mundo Real, des sites internet et des radios communautaires, travaillant à rompre le fossé technologique. Nous maintiendrons le site internet Nyeleni2007.

JOURNEES D'ACTION
Nous allons coordonner et participer à des journées d'action qui sont organisées et promues par des organisations amies, focalisant sur la souveraineté alimentaire et encourageant la participation de tous, notamment les femmes.

Par exemple :

8 mars: Journée mondiale des femmes
14 mars: Journée internationale contre les grands barrages
17 avril: Journée mondiale des luttes paysannes
12 octobre: Journée de la résistance indigène
16 octobre: Journée internationale pour la souveraineté alimentaire
21 novembre: Journée des petits pêcheurs
10 décembr : Journée des Droits humains
18 décembre: Journée internationale des migrants

*Les stratégies communes et l'agenda d'action décrits ci-dessus sont des résumés des rapports des Groupes de Travail Thématiques et des discussions Régionales. Elles sont le résumé des propositions qui ont été faites.*
*Les pages qui suivent offrent des exemples de certaines actions spécifiques qui ont été proposées par les Secteurs et Régions.*

EXEMPLES D'ACTIONS SPECIFIQUES PROPOSEES PAR LES REGIONS

Afrique
- Appel pour sortir l'agriculture de l'Organisation Mondiale du Commerce ; et rejet des Accords de Partenariat Economique (APE) qui sont actuellement en train d'être imposés sur nos populations et appel à un moratoire sur ce processus
- Rejet de toutes les actions des multinationales et de leurs appuis institutionnels internationaux qui cherchent à contrôler nos semences, et revendication d'un moratoire sur l'introduction d'organismes génétiquement modifiés (et particulièrement des semences Terminator) sur le continent africain.
- L'Afrique peut se nourrir elle-même mais les trois mondialisations successives nous en ont empêché : nos paysans –et particulièrement les femmes qui aujourd'hui font la plupart du travail à la ferme et dont les droits doivent être reconnus, appuyés et réalisés – sont les premiers utilisateurs de méthodes agro-écologiques.

Asie de l'ouest et du centre
- Initier des campagnes de solidarité avec les paysans affectés par les occupations et les guerres, particulièrement ceux à qui on empêche d'accéder aux terres à cause des confiscations, des bombes à fragmentations et des murs ; y compris des actions médiatiques, des boycotts de produits des forces occupantes et un renforcement des opportunités de marchés des paysans concernés.
- Développer et gérer des marchés respectueux de l'environnement et combattre les politiques gouvernementales qui transfèrent les aides aux grosses exploitations plutôt qu'aux petits paysans.
- Planifier des actions et des campagnes conjointes à l'échelle régionale pour se réapproprier et protéger la biodiversité dans la région, en commençant par le blé.

Asie du sud
- Mener une campagne en tant que région contre l'éviction des paysans de leurs terres, des pêcheurs de la mer ; et mobiliser les sans-terre pour qu'ils puissent acquérir des terres.
- Organiser une campagne régionale contre la privatisation des ressources en eau, des terres et des semences ; entreprendre des actions directes contre les organismes génétiquement modifiés et le coton Bt ; déclarer des villages « sans OGM »
- Organiser un forum similaire à celui de Nyéléni 2007 en Asie du Sud pour développer une plateforme régionale et former un large groupe de personnes de différents milieux sur les questions de la souveraineté alimentaire.

Asie du sud-est et de l'est
- Mener campagne contre les Accords de Libre Echange (ALE), le commerce international des poissons et les multinationales
- Soutenir les luttes des paysans, des pêcheurs et des

peuples indigènes pour qu'il y ait une réforme agraire véritable et adaptée à la région
- Développer et approfondir le concept de Souveraineté alimentaire et renforcer les alliances et la communication entre les différents secteurs et pays à travers la région.

Amérique latine et Caraïbes
- Campagnes contre les monocultures, les « déserts verts », les organismes génétiquement modifiés et les agrocarburants (et non " bio"-carburants).
- Campagnes contre la Zone de Libre Echange des Amériques, les Accords de Libre Echange, l'Organisation Mondiale du Commerce et le Plan Colombia.
- Campagne pour la défense et la restauration des ressources marines et côtières, la défense de l'accès à l'eau et contre sa privatisation ainsi que la construction de grands barrages.

Amérique du Nord et Mexique
- Entreprendre des campagnes d'éducation populaire à très grande échelle autour de la question de la souveraineté alimentaire, avec le soutien international, pour changer le Farm Bill
- Exiger que les Accords de Libre Echange soient renégociés et que l'agriculture en soit retirée ; manifestations avec les Canadiens le long de la frontière avec les Etats-Unis, à Washington et avec les Mexicains le long de la frontière mexicaine. Les pêcheurs seront associés à notre lutte ; les peuples indigènes soutenus ; les femmes, les jeunes et les ouvriers inclus.
- Continuer les campagnes contre les OGM et contre Terminator, en s'associant à des luttes menées à travers le monde, et en visant certaines multinationales.

Europe
- Campagne contre les Accord de Libre Echange / Accords de Partenariat Economique avec des blocs régionaux et en lien avec des activistes de différentes régions ; se joindre à la Semaine Mondiale d'Action contre les Accords de Partenariat Economique ; changer la Politique Agricole Commune en la remplaçant par une politique qui soit basée sur l'idée de souveraineté alimentaire
- Bâtir à partir de campagnes existantes – telles que celles contre les OGM, la technologie Terminator (notamment lors de la Convention sur la Diversité Biologique / 9 Conférence des Partis CBD/COP9 à Bonn, Allemagne), les agrocarburants et le contrôle des multinationales – en identifiant et en promouvant la souveraineté alimentaire dans ces campagnes et en y incorporant de nouveaux acteurs qui soutiennent la Déclaration de Nyéléni.
- Promouvoir les systèmes d'agriculture communautaire (Community Supported Agriculture) y compris dans des pays où ils n'existent pas encore ; renforcer les marchés locaux; faire des campagnes de boycott des supermarchés.

EXEMPLES D'ACTIONS SPECIFIQUES PROPOSEES PAR LES SECTEURS

Paysans/fermiers
- Entreprendre une campagne mondiale d'information sur la souveraineté alimentaire
- Combattre les multinationales et leur mainmise sur la chaîne alimentaire – des semences aux supermarchés
- Combattre les monocultures transgéniques qui sont en train de détruire la biodiversité et promouvoir une agriculture agro-écologique en tant qu'outil contre les multinationales

Pêcheurs
- Augmenter la lutte pour la protection des écosystèmes côtiers et marins, tels que les mangroves, à travers une gestion communautaire de ces écosystèmes et en réaffirmant le rôle central des femmes
- Continuer la lutte contre la pisciculture et la pêche industrielles et pour les droits des pêcheurs artisanaux.
- S'associer à d'autres contre la privatisation et la libéralisation des zones côtières et des mers et pour l'accès et le contrôle sur ces zones par des pêcheurs et des aquaculteurs artisanaux.

Éleveurs nomades
- Augmenter la reconnaissance du pastoralisme en tant que pratique essentielle à la souveraineté alimentaire. Reconnaissance du fait que les éleveurs nomades ont besoin d'être mobiles pour survivre. Construire des alliances avec d'autres secteurs qui soutiennent le pastoralisme. Nous organiserons une journée internationale de soutien au pastoralisme. Nous travaillerons avec d'autres secteurs pour garantir leurs Droits humains et les Droits des Peuples Indigènes.
- Renforcer le mouvement pastoral à tous les niveaux et axer notre mouvement sur des organisations sociales traditionnelles et des structures tribales et trouver des moyens de partager nos territoires avec d'autres communautés. Améliorer la communication à l'intérieur de nos communautés et apprendre plus sur nos droits.
- Avec le soutien du mouvement pour la souveraineté alimentaire nous mettrons la pression sur les gouvernements locaux et les Etats pour qu'ils légifèrent en faveur des migrations transfrontalières.

Peuples indigènes
- Protéger les territoires des peuples indigènes. Continuer à produire notre alimentation de manière traditionnelle, comme nous l'avons toujours fait. Communiquer, à travers les médias alternatifs, sur les luttes des peuples indigènes pour atteindre la souveraineté alimentaire.
- Renforcer les réseaux locaux et nationaux de peuples indigènes ainsi que les espaces nationaux et internationaux de coordination. Rechercher l'appui international pour des mobilisations nationales et locales : par exemple en se joignant le 17 avril à travers le monde avec le mouvement paysan et en demandant au

mouvement paysan de se joindre aux peuples indigènes le 12 octobre (Journée de Résistance Indigène).
- Adopter la déclaration des Peuples Indigènes d'Atitlan (Guatemala) sur la souveraineté alimentaire et d'autres déclarations internationales similaires.

Migrants
- Participer à et, solidairement, soutenir les luttes contre les murs (par exemple : Palestine, Ceuta-Melilla, frontière US-Mexique) ; la militarisation des frontières ; les centres de détention ; la criminalisation des migrants et de leurs familles ; les déportations.
- Travailler pour la légalisation des migrants et de leurs familles afin qu'ils puissent bénéficier des mêmes droits que tous ; promouvoir un cadre légal pour les droits des migrants.
- S'opposer aux politiques et aux modèles des multinationales et des Etats qui les servent. S'opposer aux accords, aux guerres et à la violence qui provoquent des déplacements et qui empirent la situation des migrants.

Consommateurs
- Promouvoir les marchés locaux ainsi que la vente de produits locaux aux écoles, hôpitaux, administrations publiques et obtenir des prix rémunérateurs pour les producteurs.
- Diffuser l'information et partager les expériences liées à l'agriculture communautaire (Community Supported Agriculture) et les systèmes alimentaires locaux, des pays où ces systèmes fonctionnent déjà, envers les pays qui ne les ont pas encore : lier les initiatives locales au mouvement global.
- Informer les consommateurs urbains en faisant appel aux paysans (pour qu'ils soient des éducateurs et non pas des « bêtes de foire » pour touristes), en gardant à l'esprit que les attitudes des consommateurs sont principalement formées par les élites et les médias ; dans ce contexte, l'éducation sur le terrain joue un rôle essentiel.

Pour aller plus loin : www.nyeleni2007.org.

Traduction militante, original en anglais

Organisateurs des conférences:

*Climate Network Africa, International Alliance Against Hunger, More and Better, União Nacional de Camponeses Mozambique, Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP – Mali), IRPAD-Mali (Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement), African Centre for Biosafety, FoodFirst, Terra Nuova (Italy), Development Fund (Norway)*

Plus de 150 participants de 25 pays africains et de 10 pays d'autres continents représentant des organisations paysannes de producteurs agricoles, d'éleveurs, de femmes, de jeunes, et d'organisations à vocation environnementale, se sont rassemblés au centre Nyéléni de Sélingué au Mali du 26 novembre au 2 décembre, 2007.

Différents réseaux et organisations ont mis leurs efforts et ressources ensemble pour coopérer et organiser les visites sur des sites de terrain et rencontrer des paysans en vue de discuter les problèmes d'une importance cruciale pour la majorité des peuples en Afrique et leurs environnements:

- Le changement climatique et ses conséquences sur l'agriculture, les pêcheries et le pastoralisme en Afrique.
- La lutte contre la faim
- L'aide au développement pour l'agriculture et le développement rural en Afrique
- Les alternatives africaines agro écologiques au modèle de la révolution verte

Nous, les participants, avons partagé l'information et les points de vue et avons discuté nos réponses aux différents défis. Nous avons décidé de reprendre l'information de ces discussions que nous considérons comme une source d'inspiration utile pour nos organisations et réseaux. Nous nous sommes entendus que le vrai test significatif de notre semaine à Nyéléni sera ce que nous ferons concrètement dans les semaines, mois et années á venir.

Il y avait une diversité très riche d'expériences et de points de vue mais il y avait également un consensus général sur les problèmes clés. Nous avons, toutefois, décidé de ne pas faire de déclarations des différentes conférences pour la simple raison que nous n'avions au départ aucun mandat pour signer une déclaration qui ne pouvait pas être discutée avec l'ensemble des organisations. Dans ce document, nous soulignerons par conséquent, quelques-uns des principaux points de vue, certaines informations et propositions qui invitent à aller plus loin dans ce travail.

Les présentations et les notes des groupes de discussion seront aussi disponibles sur les sites web des organisateurs.

## Le besoin se fait sentir pour de nouvelles politiques et pratiques

La situation actuelle en Afrique avec une pauvreté et une faim aussi rampantes et sévères n'est tout juste pas acceptable. Les femmes sont particulièrement touchées et portent le plus lourd fardeau. Le changement climatique, principalement causé par une manière non durable de production, de transport et de styles de vie dans les pays industrialisés, est en train de tuer des populations et de détruire leurs moyens de survie aujourd'hui, et il créera des problèmes plus dramatiques dans le futur. La situation de l'Afrique est étroitement liée à l'oppression coloniale et à celle continue des pays riches. Mais les dirigeants du continent africain ont aussi échoué à protéger leurs peuples. Il y a un besoin urgent pour de nouvelles politiques et pratiques pour le changement social.

Les compagnies multinationales, quelques institutions internationales et des Fondations, quelques dirigeants politiques et des scientifiques sont actuellement en train de pousser à outrance l'avènement de la « nouvelle révolution verte en Afrique ». Ils disent qu'une telle révolution verte va éliminer de façon définitive la famine et la pauvreté en Afrique et offrira des possibilités aux paysans leur permettant de surmonter les problèmes causés par le changement climatique. Les expériences de la première « révolution verte » ont montré que cette révolution n'a pas éliminé la faim et la pauvreté (l'Inde a encore plus de 200 millions de personnes souffrant de la faim), et cette révolution a eu un effet très néfaste sur l'environnement, par exemple en terme de perte de la biodiversité et de la fertilité des sols. Nous nous opposerons fermement et nous battrons contre de telles politiques et pratiques promues comme « une nouvelle révolution verte pour l'Afrique ». Au lieu de résoudre les problèmes de l'Afrique, la révolution verte va exacerber les problèmes existants et créer de nouveaux problèmes à terme. Cette politique est désastreuse sur le plan environnemental, elle n'est pas durable et elle apportera sans nul doute plus de faim et de pauvreté.

Notre alternative ultime est la souveraineté alimentaire, l'agro écologie et d'autres formes durables de production alimentaire, en renforçant les mouvements sociaux, particulièrement les organisations paysannes de producteurs et d'éleveurs.

Le concept de souveraineté alimentaire et les approches agroécologiques reconnaissent et insistent sur l'équité entre les sexes, tenant compte du rôle fondamental et organisateur de la femme rurale à l'accès aux ressources,

leur conservation et leur utilisation, à l'accès aux marchés locaux pour le bien-être des ménages. La promotion de cette politique mettra la femme au centre du développement durable en Afrique.

La souveraineté alimentaire trouve aujourd'hui plus de soutien comme une alternative de modèle politique pour la nourriture, l'agriculture, la pêche et le pastoralisme. Nous encourageons les organisations et les individus à étudier les documents de Nyéléni 2007- le Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire qui a pris place au centre de Nyéléni au mois de Février cette année (www.nyeleni2007.org)

L'agro écologie et d'autres formes durables de systèmes de production alimentaire préservent la biodiversité et augmentent la productivité alimentaire. Ces systèmes ont dans la pratique montré des alternatives à la haute technologie, coûteuse et au modèle non durable de la révolution verte. Nous partagerons les expériences et les connaissances sur l'agro écologie et d'autres méthodes pour la production durable de la nourriture et nous encourageons les uns et les autres à étudier et utiliser de telles méthodes de production.

Le renforcement des capacités des mouvements sociaux, particulièrement les organisations paysannes de producteurs, d'éleveurs, de femmes et de jeunes ruraux est un besoin évident en vue de mobiliser la majorité des populations - afin de mettre la pression sur les dirigeants politiques pour changer radicalement les politiques - arrêter les tentatives des multinationales de prendre en otages les populations pour industrialiser l'agriculture- et mettre en pratique les méthodes durables de production. L'éradication de la faim et de la pauvreté, le freinage du changement climatique, la préservation des ressources naturelles et leur utilisation rationnelle, la promotion de modèles de développement durables ne seront pas possibles sans mouvements sociaux puissants et démocratiques.

## Les changements climatiques et l'agriculture, la pêche et l'élevage en Afrique

Les changements climatiques ont, depuis de nombreuses années, eu des conséquences néfastes pour les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs. Les femmes sont particulièrement affectées. Les populations ont été appauvries, des millions de personnes sont mortes et encore plus de gens ont été forcés à se déplacer. L'utilisation à grande échelle des carburants fossiles depuis la révolution industrielle, en grande partie par les pays riches, est la cause principale des changements climatiques. La production, les systèmes de transport et la production énergétique fondés sur les carburants fossiles ne sont pas durables. L'agriculture industrialisée responsable de 20% des émissions de gaz à effet de serre a également contribué aux changements climatiques. Plusieurs pays du Sud ont adopté ce même modèle de développement non durable.
Les leaders politiques, les grandes entreprises et d'autres élites des pays riches depuis des décennies, du moins pour les 20 dernières années, savent qu'ils sont responsables d'avoir tué des gens et d'avoir détruit les moyens de subsistance dans les pays du Sud. Les actions de ces décideurs sont aussi responsables de la destruction de la biodiversité et des ressources naturelles due aux changements climatiques.

Malgré tous ces effets pervers, ils maintiennent leurs pratiques et politiques destructrices. Il est temps que les responsables payent pour leur destruction, et il est temps que l'on exerce des pressions pour qu'ils changent leurs politiques.

La vie même des populations, leurs moyens de subsistance et la destruction de la nature ne peuvent être mesurés en des termes monétaires. Néanmoins, il est temps que les pays riches et les grandes entreprises donnent des compensations aux pays pauvres. La totalité de l'aide au développement des pays riches ne représente qu'une très petite partie de ce qu'ils devraient payer.

Les préoccupations concernant les conséquences des changements climatiques servent aujourd'hui de couverture pour promouvoir les intérêts des multinationales et des riches. La production à grande échelle des agrocarburants en est un exemple. Il n'est pas possible de remplacer la majeure partie des carburants fossiles par les agrocarburants à cause des énormes quantités requises. La plupart de la production des agrocarburants est très dommageable pour l'environnement, en particulier en ce qui concerne la réduction de la biodiversité, pour les moyens de subsistance des gens et la production alimentaire. Ce type de production ne va pas réduire mais va plutôt augmenter les gaz à effet de serre à long terme. Avec les agrocarburants, les multinationales vont pouvoir générer des profits énormes et donner aux pays riches l'opportunité de réduire leurs importations en produits pétroliers.

Des initiatives qui disent répondre aux changements climatiques sont utilisées pour promouvoir une « nouvelle révolution verte en Afrique » et les OGM. Nous nous opposons fortement et allons protester contre une telle mauvaise utilisation d'une menace aussi grave contre les populations et contre la nature afin de promouvoir les intérêts des sociétés de l'industrie de biotechnologie, des engrais et produits chimiques.

Aucune solution technologique ne peut arrêter ou résoudre les problèmes causés par les changements climatiques. Des modifications en profondeur de la production industrielle, des systèmes de transport, de la production énergétique et des styles de vie dans les pays riches sont requis de toute urgence. De nouvelles

politiques pour la production, les moyens de transport et la consommation en nourriture sont aussi nécessaires. Nos alternatives doivent intégrer le respect et la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire de même que la promotion et l'utilisation d'approches agroécologiques et d'agriculture durable.

Les populations, en particulier les paysans, pasteurs, éleveurs, cueilleurs et pêcheurs doivent trouver les façons de surmonter les effets des changements climatiques.

Nous avons besoin de mouvements sociaux forts avec des politiques et pratiques alternatives pour le développement durable, pour faire pression sur les décideurs afin qu'ils adoptent des politiques et qu'ils agissent sur les changements climatiques et appuient les populations à surmonter les conséquences des changements climatiques.

Nous nous engageons à:

- Documenter les impacts sérieux des changements climatiques pour l'agriculture, l'élevage et la pêche en Afrique
- Partager nos expériences sur les façons dont les paysans, pasteurs et pêcheurs surmontent les conséquences des changements climatiques, et accroître notre travail scientifique et pratique sur ces questions
- Renforcer les mouvements sociaux, en particulier les organisations paysannes, les organisations de pasteurs, de pêcheurs, et de femmes et accroître les pressions sur les personnes au pouvoir pour qu'ils changent les politiques et pratiques qui causent les changements climatiques
- Coopérer avec les mouvements sociaux et les ONG au nord afin de mettre plus de pression sur les pays riches et les multinationales pour qu'ils payent leur énorme dette envers les populations et les pays du sud puisqu'ils sont responsables de l'exploitation et l'oppression du sud, de la destruction des ressources naturelles et des causes des changements climatiques.
- Coopérer avec d'autres organisations et réseaux dans nos pays, régions et dans toute l'Afrique et sur d'autres continents pour renforcer nos luttes communes pour le développement durable
- Développer et promouvoir des politiques et pratiques alternatives durables et promouvoir et mettre en œuvre la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et autres systèmes de production alimentaires durables.
- Soutenir et coopérer avec des scientifiques et des organisations qui défendent la biodiversité et la culture africaine.

## La lutte contre la faim

Le droit à l'alimentation est un droit de l'homme. Il est totalement inacceptable que 200 millions d'Africains demeurent en état de malnutrition. Les leaders politiques mondiaux, sont les détenteurs du pouvoir en Afrique, sont responsables de ce que la faim perdure en Afrique. Pendant qu'ils parlent et définissent de nouvelles cibles pour la lutte contre la faim, lors du Sommet mondial de l'Alimentation ou à l'occasion des Objectifs du Millénaire par exemple, le nombre d'Africains souffrant de la faim continue d'augmenter.

Les causes de la faim sont nombreuses et diverses, mais en Afrique on compte parmi les principales :

- Longtemps, depuis l'époque coloniale, les systèmes et les pratiques agricoles africains ont été ignorés et détruits
- Les politiques et pratiques néo libérales des institutions internationales, telles que la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, ont forcé les gouvernements africains à privatiser, à déréguler, à effectuer des coupes claires dans les Services publics, à ouvrir leurs marchés aux importations à bas prix et à orienter leurs agricultures vers l'exportation.
- Les guerres et les conflits, plusieurs d'entre eux trouvant d'ailleurs leur origine dans les pouvoirs coloniaux et dans les conditions du colonialisme
- Les enjeux prioritaires africains ne sont pas pris en compte en termes d'actions et de ressources. Les gouvernements et la communauté internationale des donateurs accordent peu d'importance aux besoins des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs africains
- Les changements climatiques qui conduisent à des conditions météorologiques imprévisibles, des catastrophes naturelles plus profondes et plus fréquentes, telles que sécheresses, pluies erratiques et inondations,
- La promotion de semences hybrides et d'engrais chimiques par des firmes multinationales, des institutions et des fondations internationales, par les responsables politiques et certains scientifiques,
- Des aides alimentaires et le dumping de produits alimentaires en provenance de pays riches, qui détruisent les marchés, les modes alimentaires culturels traditionnels et les systèmes de production locaux,
- Un manque de connaissance en matière de techniques agricoles durables pour la majorité des paysans pauvres
- VIH/SIDA, paludisme et autres maladies, sont également des causes importantes de faim dans plusieurs pays et régions.

De quoi avons-nous besoin pour éradiquer la faim en Afrique?

Il ne fait aucun doute que l'Afrique est capable de se nourrir elle-même. L'Afrique est un continent riche, disposant d'énormes ressources pour la production alimentaire, une grande diversité biologique et culturelle, des traditions et pratiques de production alimentaire riches et durables. Des changements fondamentaux sont nécessaires dans beaucoup de politiques et de pratiques. Nous en pointons quelques-unes ci-après :

- Les politiques néolibérales doivent être remplacées par des politiques basées sur les besoins des gens, des sociétés et sur l'environnement
- Les pays doivent avoir le droit de protéger et de soutenir la production alimentaire destinée à la consommation domestique et le droit de réguler les importations
- La Souveraineté alimentaire doit être respectée et mise en oeuvre
- L'agro écologie et d'autres méthodes durables de production alimentaire doivent être promues en lieu et place de la haute technologie quick fix agricole, solutions importées et imposées de l'extérieur.
- Le pouvoir des firmes multinationales dans l'alimentation, l'agriculture et la pêche doit être réduit
- La pression pour l'avénement d'une "nouvelle révolution verte en Afrique", les OGM et d'autres initiatives des firmes biotechnologiques, agrochimiques et semencières doivent être arrêtées
- Obtenir des gouvernements et des donateurs internationaux qu'ils accordent plus et de meilleurs soutiens à la production agricole alimentaire, basés sur les demandes émanant des producteurs et des communautés locales,
- Les soutiens aux femmes doit considérablement être augmenté.
- Renforcer les mouvements sociaux, spécialement les organisations paysannes, de pasteurs et de pêcheurs, et les alliances avec d'autres mouvements sociaux, pour promouvoir de nouvelles politiques et pratiques soutenables.

Nous nous engageons à

- A augmenter nos efforts et nos collaborations pour combattre la faim et la pauvreté
- A aider les mouvements sociaux à se renforcer, de pasteurs, de pêcheurs et de femmes.
- A lutter contre les politiques et les pratiques qui provoquent ou qui maintiennent la faim et la malnutrition, et à nous battre pour des pratiques et des politiques alternatives durables.
- A promouvoir la Souveraineté alimentaire, la biodiversité, les zones sans OGM, l'agro écologie et d'autres moyens durables de production de la nourriture.
- A presser les gouvernements et les agences internationales d'accorder une haute priorité à l'agriculture et à augmenter la qualité des aides basées sur les besoins et les demandes des producteurs de nourriture et des communautés locales.
- Coopérer avec les mouvements sociaux et d'autres organisations au Nord afin de renforcer le soutient du Nord dans la lutte contre la famine.

## L'aide au développement pour l'agriculture et le développement rural en Afrique

De meilleurs appuis et des appuis plus substantiels sont nécessaires pour l'agriculture durable, l'élevage et la pêche afin d'éradiquer la faim et la pauvreté. L'appui pour l'agriculture et le développement rural en Afrique a été drastiquement réduit surtout depuis les deux dernières décennies. Les gouvernements en Afrique et les pays donateurs n'ont accordé qu'une très faible priorité à l'agriculture et au développement durable. Ceci pourrait maintenant changer. Les gouvernements africains se sont engagés à augmenter la part de leur budget national pour l'agriculture à 10% d'ici 2010 ; plusieurs pays donateurs et agences ont dit qu'ils allaient prioriser l'agriculture. Le rapport du développement de la Banque mondiale 2008, Agriculture pour le Développement, affirme que plus d'appui à l'agriculture est nécessaire pour combattre la pauvreté et la faim. Reste à savoir si cette approche va promouvoir la production alimentaire durable et les moyens de subsistance des petits producteurs, ou si cela va plutôt favoriser l'industrialisation de l'agriculture et les intérêts des grands producteurs, des multinationales et de l'agrobusiness. Nous craignons qu'il s'agira de cette seconde option.

Les mouvements sociaux et les ONG qui travaillent sur des questions de développement sont préoccupés par les questions de la qualité de l'aide et l'efficacité de l'aide. L'appui devrait être fondé sur des politiques et programmes élaborés par les producteurs, leurs collectivités et organisations, et devraient appuyer le développement écologique, social et économique durable. Les appuis doivent renforcer la diversité et doivent apporter des appuis spécifiques aux femmes.

Des initiatives telle « L'efficacité de l'aide » de l'OCDE et la « Plateforme des bailleurs de fonds pour le

développement rural » de l'Union européenne sont totalement imposées du sommet vers la base. Les producteurs de nourriture, leurs organisations et les communautés de base n'ont pas été impliqués, sauf depuis très récemment, et ce d'une manière très réduite. La même chose s'applique aux gouvernements du Sud qui ne consultent pas les populations.

Nous nous engageons à :

- Partager des informations et des points de vue sur l'aide au développement pour l'alimentation, l'agriculture et le développement rural
- Assurer un suivi pour l'aide à l'alimentation, l'agriculture, l'élevage et la pêche
- Discuter et promouvoir les principes et pratiques pour des appuis effectifs pour l'alimentation, l'agriculture, l'élevage et la pêche afin d'éradiquer la faim et la pauvreté. Les principes développés par la campagne Plus et Mieux (More and Better) est un bon début.

## Alternatives agro écologiques africaines à la Révolution verte

Il y a plusieurs initiatives de compagnies multinationales, de fondations, de politiciens pour pousser l'avénement d'une « nouvelle révolution verte » en Afrique. Une de ces initiatives est l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA). En 2006, la fondation Rockefeller et la fondation Bill & Melinda Gates annonçaient une initiative commune de 150 millions de dollars pour un projet intitulé l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) pour sauver l'Afrique de la faim. L'AGRA est l'initiative phare d'un large réseau de sociétés de l'industrie des semences, des produits chimiques et des engrais de même que les institutions de la Révolution verte qui cherchent à industrialiser l'agriculture africaine. La très grande visibilité médiatisée de cette campagne Alliance pour une nouvelle Révolution verte en Afrique est conçue pour attirer des investissements privés, l'appui des gouvernements africains et convaincre les agriculteurs africains d'acheter de nouvelles semences et des engrais qui devraient augmenter les rendements. L'AGRA a été mise sur pied pour paver la route afin que les chercheurs, les institutions et les paysans africains acceptent l'utilisation des OGM, pas seulement pour les cultures de riz, de maïs ou de blé, mais aussi les cultures de cassava, de plantain et d'autres cultures africaines.

La première Révolution verte qui avait été introduite par les fondations Ford et Rockefeller en 1960-90 a approfondi les écarts entre agriculteurs riches et pauvres et avait dégradé les éco systèmes tropicaux, rendant ainsi les paysans déjà vulnérables aux prises à des risques environnementaux accrus. Cette Révolution verte a mené à la perte de variétés paysannes et à une réduction de l'agro biodiversité qui sont à la base de la subsistance des petits producteurs et de l'environnement durable. Bien que les rendements *per capita* aient augmenté en Asie et en Amérique latine, la proportion des personnes souffrant de la faim a augmenté encore plus. Puisque cette approche répond davantage aux intérêts des grandes entreprises plutôt qu'aux besoins des agriculteurs, la nouvelle Révolution verte fondée sur un modèle industriel de l'agriculture risque d'empirer et non d'améliorer les conditions de vie des petits producteurs africains.

La Révolution verte menée par l'AGRA ne fait pas que menacer la très grande richesse de l'agriculture traditionnelle africaine, elle ignore totalement les innovations et les succès de l'agriculture biologique, des méthodes traditionnelles durables, de l'agro foresterie, du pastoralisme, du contrôle intégré des pestes nuisibles, des méthodes de sélection et d'amélioration des plantes menées par les paysans, les approches paysannes à la gestion de l'eau et beaucoup d'autres approches agro écologiques paysannes. L'AGRA n'est qu'une des approches très visibles d'une poussée industrielle agressive et nous devons décider où mettre nos énergies et nous préparer aux stratégies qui seront mises de l'avant par AGRA pour nous diviser.

La Révolution verte est une stratégie concertée pour miner les systèmes de production alimentaire africains et la souveraineté alimentaire : pour éliminer le droit des peuples à une alimentation saine et appropriée travers des méthodes durables et le droit des peuples à définir leurs propres façons de production alimentaire et agricole.

Il y a un besoin urgent d'informer le public et d'engager des débats publics aux niveaux local et national sur la pression pour l'avénement d'une « nouvelle révolution verte ». Nous avons aussi droit à la transparence et à la reddition de comptes de la part de l'AGRA, des institutions de la Révolution verte, de nos gouvernements et des chercheurs. Nous devons travailler au niveau national pour mobiliser et soutenir les luttes existantes contre les OGM, les agro-carburants, et pour la souveraineté alimentaire. Les alternatives agricoles durables sont liées aux réformes socioéconomiques et politiques.

Nous cherchons à faire campagne pour promouvoir les alternatives durables africaines à l'AGRA et sa Révolution verte. Ces alternatives se trouvent au niveau des communautés de base et sont enracinées dans les systèmes agroécologiques et les luttes pour la souveraineté alimentaire. L'apprentissage et la recherche par le biais d'échanges entre paysans, des campagnes d'information à la base, de même que des politiques qui soutiennent notre agro biodiversité et les droits des pasteurs, des femmes paysannes et tous les petits producteurs sont des piliers de cette campagne.

Nous nous engageons à:

- Mettre en place une campagne pour des alternatives africaines traditionnelles, durables, et agro écologiques à la Révolution Verte
- Fournir de l'information et promouvoir des débats publics locaux et nationaux sur la pression pour l'avénement d'une « nouvelle révolution verte »
- Demander de la transparence et de la responsabilité de toutes les institutions de la Révolution Verte et des compagnies de semences, chimiques, et d'engrais.

Mali, Sélingué, Décembre 2007

# La Via Campesina : la Voix des Paysans et des Paysannes du monde

Qui sommes-nous ?
Nous sommes un mouvement international de paysans, de petits et moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du milieu rural, de peuples indigènes et de travailleurs agricoles. Nous défendons les valeurs et les intérêts de base de nos membres. Nous sommes un mouvement autonome, pluraliste et multiculturel, indépendant de toute organisation politique, économique ou autre. Nos membres viennent de 56 pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques.

Comment La Via Campesina a-t-elle été créée ?
En mai 1993, la première Conférence de La Via Campesina s'est tenue à Mons (Belgique), où elle a été constituée en tant qu'organisation mondiale, et où ses premières lignes stratégiques et sa structure ont été définies. La 2e Conférence a eu lieu en 1996 à Tlaxcala (Mexique) ; la 3e en 2000 à Bangalore (Inde), et la 4e en 2004 à São Paulo (Brésil).

Quels sont nos objectifs principaux ?
Le principal objectif de La Via Campesina est de développer la solidarité et l'unité dans la diversité parmi les organisations de petits producteurs, afin de promouvoir des relations équitables entre les hommes et les femmes, ainsi que des relations économiques d'égalité et de justice sociale, la préservation et la conquête de la terre, de l'eau, des semences et des autres ressources naturelles, la souveraineté alimentaire, une production agricole durable ainsi qu'une égalité basée sur les petits et moyens producteurs.

Quelles sont nos dates importantes ?
Pour globaliser la lutte contre l'injustice et le néolibéralisme au niveau mondial, La Via Campesina a deux rendez-vous importants :

*17 avril : la journée internationale de la lutte paysanne*
Des organisations partout dans le monde commémorent l'assassinat de 19 paysans qui luttaient pour la réforme agraire à Eldorado dos Carajas (Brésil), le 17 avril 1996.

*10 septembre : la journée de la lutte internationale contre l'OMC*
Le 10 septembre 2003, M. Lee Kyun Hae, paysan coréen, s'est donné un coup de poignard fatal lors d'une grande manifestation de protestation contre l'OMC à Cancun, au Mexique. Il portait une banderole qui disait « L'OMC tue les paysans ».

Les membres actuels de La Via Campesina en Afrique sont :

CNOP Mali (membre du CCI), cnop.mali@gmail.com
CNCR Sénégal : cncr@cncr.org, ugpm@organge.sn
LPM Afrique du Sud, mangalisokubheka@yahoo.com, thobekileradebe@yahoo.co.uk
CPM Madagascar, cpm@moov.mg
UNAC Mozambique (membre du CCI), unacexecutiva@tvcabo.co.mz
CNOP- Congo, cnopcongo_op@yahoo.fr
COPACO-PRP, RDC, copacoprp@yahoo.fr
Plate-Forme Paysanne du Niger, pfp_niger@yahoo.fr
UNACA, Angola, unaca2@netcabo.co.ao

Pour plus d'informations, contacter le Bureau de Coordination régionale pour la Via Campesina en Afrique :

Via Campesina Afrique - UNAC
Rua Dr Jaime Ribeiro, 104 – 2º Dto
Maputo, Moçambique
Tel/Fax : (+258) 21 327 895
Email : vcafrica@gmail.com
Site web de Via Campesina International: www.viacampesina.org

*GLOBALISONS LA LUTTE ! GLOBALISONS L'ESPOIR !*

Fiche Technique :
Photos : Tineke D'Haese, Oxfam
Edition : Isabelle Dos Reis
Design : Celso Ngoca

# LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE POUR L'AFRIQUE: UN DÉFI À PORTÉE DE MAIN

**Janvier 2008**

Publication réalisée avec l'appui de :

Agència Catalana de Cooperació al Desenvolupament
Via Laietana, 14, 4t
08003 Barcelona
Tel. 93 567 64 00
Fax 93 567 64 07

batá
Centro de Iniciativas para la Cooperación

AYUNTAMIENTO DE CORDOBA